

Après le 13 janvier



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 18 janvier 2013

François Mitterrand disait « Au-dessus d'un million de personnes dans la rue, le régime vacille ». Il n'est pas sûr que François Hollande, qui a pourtant été son collaborateur, l'ait compris.

ON NE SAURA JAMAIS le nombre exact de manifestants de l'extraordinaire journée du 13 janvier 2013. À tout le moins peut-on mesurer la progression entre le 17 novembre et le 13 janvier. Selon la préfecture de police, de 70 000 à 350 000, selon les organisateurs, de 200 000 à 1 million, soit, dans les deux cas, une multiplication par cinq.

Certes, la première manifestation était régionale, la seconde nationale, mais, malgré le nombre impressionnant de cars venus de province, l'immense majorité des participants était parisienne.

La principale animatrice du mouvement « La Manif pour tous », Frigide Barjot, a demandé une audience au président de la République, faute de laquelle elle annoncera une nouvelle manifestation.

Aura-elle gain de cause ? C'est peu probable. À supposer même qu'on la reçoive, ce qui serait la moindre des choses compte tenu de l'ampleur du mouvement qu'elle représente, le projet ne saurait, à ce stade, être retiré par François Hollande sans qu'il donne le sentiment d'une reculade. Il n'envisage pas davantage de le soumettre à référendum : les juristes ne sont pas d'accord pour savoir si la Constitution le lui permet.

Il pourrait à la rigueur annoncer que les députés seront autorisés à voter en conscience, ce qui, quoique normal, rendrait aléatoire son approbation, mais le lobby LGBT ne le lui pardonnerait pas davantage qu'un retrait pur et simple.

Le retrait de la PMA pour les couples homosexuels est une concession cosmétique, dans la mesure où son autorisation est reportée à un autre texte — et en tout état de cause, il ne suffirait pas à satisfaire les adversaires du projet dont la première motivation est de préserver le symbole du mariage.

Les voies d'un compromis étant à peu près fermées, les perspectives sont d'autant plus dramatiques.

Une situation révolutionnaire ?

La prochaine manifestation verra-t-elle une nouvelle multiplication par cinq des effectifs, ce qui créerait une situation quasi révolutionnaire ? Rien n'est à exclure : la détermination des manifestants est totale et nul doute qu'ils reviendront presque tous. La grossière sous-estimation de leur nombre par la préfecture de police, dénoncée un peu partout sur l'Internet, a été ressentie comme un camouflet, un refus de reconnaître leur démarche et donc une incitation à manifester à nouveau, en emmenant au besoin de nouvelles recrues.

Si le plein semble avoir été à peu près fait du côté des catholiques parisiens, surtout dans les classes moyennes, et sans doute aussi chez les évangélistes, des réserves existent dans le christianisme populaire, en particulier antillais, chez les non-pratiquants et surtout chez les musulmans. Ils étaient certes représentés dans la manifestation du 13 janvier, mais à petite dose. Il semble que ceux qui sont venus soient retournés enthousiastes de ce qu'ils ont vécu comme un grand acte de participation à la vie politique nationale et en définitive d'intégration. Les appels à manifester de l'UOIF ont été timides ; un déclic pourrait se produire la prochaine fois amenant une bien plus large participation.

Mais la grande réserve de nouveaux manifestants se trouve en province. Dans la plupart des départements il ne s'est agi que d'un galop d'essai timide. Les participants sont eux aussi revenus enthousiastes. Déjà la logistique se prépare pour envoyer la prochaine fois à Paris beaucoup plus de cars.

Le gouvernement refusera-t-il de céder si deux ou trois millions de manifestants se trouvent dans les rues de Paris ? Cela n'aurait aucun précédent. Lors de l'affaire de l'école libre en 1984, François Mitterrand avait clos le débat en annonçant un référendum – qui n'a jamais eu lieu.

Il n'est pas exclu non plus que si, comme tout le laisse prévoir, le mouvement prend de l'ampleur, la revendication s'élargisse, que des mécontents pas nécessairement intéressés par la question du mariage se joignent aux manifestants pour exprimer leur hostilité à un gouvernement dont la cote de popularité est au plus bas, et qui devra sans doute annoncer bientôt de nouvelles mesures d'austérité pour tenir ses engagements européens.

On ne saurait non plus exclure que les banlieues profitent de la manifestation, dont ils connaissent désormais l'ampleur et le caractère festif et à l'égard de laquelle ils ne ressentent aucune antipathie, au contraire, pour débouler massivement vers le centre de la capitale.

Que le mariage unisexe n'ait pas grand-chose à voir avec les préoccupations quotidiennes de la plupart des Français : licenciements, chômage, érosion du niveau de vie, incertitude de l'avenir, n'empêche pas qu'un mouvement social de grande ampleur puisse démarrer de là. L'histoire nous montre qu'entre le détonateur d'une crise politique et sa réalité, la distance est souvent grande : en 1830, une soirée à l'Opéra à Bruxelles a fait l'indépendance de la Belgique, en 1848, l'interdiction d'un banquet à Paris, la présence trop voyante de la danseuse Lola Montés, maîtresse du roi, à Munich, ont fait la révolution.

Car, à bien des égards, la situation est révolutionnaire : sur le plan économique, les Français n'accepteront pas indéfiniment un régime d'austérité dont beaucoup leur disent qu'ils n'est pas vraiment nécessaire, au moment où, parallèlement, le trouble apporté au sentiment identitaire n'a jamais été aussi profond.

Sur cette question de l'identité, un des mérites de La Manif' pour tous a été de déplacer la césure à laquelle tout le monde pensait avant, entre Français de souche et immigrés, vers une autre césure, plus idéologique et sans doute plus fondamentale, entre deux France : d'un côté ceux pour qui le mariage unisexe est une évidence, soit la partie la plus influente de la classe dirigeante et ceux qui sont sous sa coupe, et, de l'autre, ceux pour qui il est une absurdité, soit une autre France, qui représente un très large éventail : la partie la plus traditionnelle de la bourgeoisie, la plus grande partie du peuple « indigène », mais aussi la plupart des immigrés. Il est difficile de dire si ce nouveau « bloc historique » se consolidera ; il est en tous les cas à même de renouveler en profondeur la problématique de l'intégration.

Décalage

Même si les manifestants récusent toute haine, ne prétendant exprimer que l'amour du mariage, ils ont, au fond d'eux-mêmes, leur cible : ce ne sont pas, contrairement à ce que l'on prétend, les homosexuels, mais le monde des médias, libertaire, christianophobe et manipulateur dont ils voient tous les jours qu'il leur est majoritairement hostile. Le décalage entre la réalité vécue de la manifestation et son compte-rendu médiatique a encore approfondi le fossé en même temps qu'il a développé la confiance en eux-mêmes de ceux qui se sentaient jusque-là idéologiquement exclus.

Plus encore que le gouvernement et que naturellement les « gays », accessoires dans l'affaire, ce sont tous les grands prêtres du politiquement correct qui se sont trouvés désavoués le 13 janvier. Leur amertume, allant jusqu'à la dénégation (la guerre du Mali offrant un bon prétexte pour minimiser la manifestation), qui s'exprime dans beaucoup de compte-rendus^[1], montre que les intéressés l'ont compris.

À moins que de graves événements, comme une nouvelle crise européenne ou un durcissement de la guerre, n'offrent un alibi au président pour reporter aux calendes le projet, la puissance du mouvement lancé le 13 janvier, conjuguée à la logique idéologique folle dans laquelle le gouvernement s'est fort imprudemment enfermé, pourrait conduire à des bouleversements d'une ampleur qu'on ne soupçonne pas encore.

Photo © JPB/LP.com

[1] Que *Le Parisien* d'aujourd'hui tire sur « qui va payer les pelouses abîmées du Champ de Mars ? » témoigne à soi seul de tout un état d'esprit. Dans le même registre, *Marianne.fr* démontre que la Préfecture de police ne se trompe jamais dans les chiffres !

-